

Quand l'industrie manipule la science pour empêcher l'interdiction des PFAS

Stéphane Horel

Largement cité par les acteurs économiques pour influencer les décideurs publics, un article scientifique financé par le lobby américain de la chimie témoigne d'une nouvelle stratégie dans la fabrique du doute.

Un article spécialisé au titre austère (« Regroupement des PFAS pour l'évaluation des risques pour la santé humaine »). Signé par un « panel d'experts indépendants ». Publié dans une revue à comité de lecture qui appartient au premier groupe mondial de l'édition scientifique, Elsevier... Qui pourrait remettre en question le sérieux de cette apparente contribution à la construction des connaissances sur la toxicité des substances per- and polyfluoroalkylées (PFAS), ces produits chimiques de synthèse toxiques et omniprésents dans l'environnement ?

Et, pourtant, cet article, qui date d'octobre 2022, se distingue plutôt par son innovation dans les stratégies de manipulation de la science. Si Le Monde et ses partenaires de l'enquête Forever Lobbying Project s'y sont intéressés, c'est parce qu'il est volontiers employé par des lobbyistes pour entretenir la confusion et le doute sur le projet d'interdiction des PFAS dans l'Union européenne (UE), en discussion depuis février 2023.

Conçu pour enrayer la « substitution regrettable », par les industriels, de PFAS identifiés comme toxiques par d'autres tout aussi problématiques, le projet propose une approche « groupée » des 10 000 composés que comprend la famille des PFAS.

Parce qu'elle pourrait bien sonner le glas des polluants éternels en Europe, la proposition est devenue la cible d'une intense campagne d'influence et de désinformation orchestrée par les fabricants de PFAS et leurs organisations sectorielles. Acheminant leurs arguments de lobbying par le biais des consultations publiques, de rendez-vous ou de courriels, les industriels entreprennent, sinon de « tuer » le projet, du moins d'en minimiser la portée.

Une enquête collaborative inédite sur les polluants éternels

Le Forever Lobbying Project est une enquête collaborative sur le véritable coût de la pollution du continent européen par les PFAS, et sur la campagne de lobbying et de désinformation des industriels pour éviter leur interdiction.

Coordonnée par Le Monde, l'enquête implique 46 journalistes et 29 partenaires médias dans 16 pays : la RTBF (Belgique) ; Denik Referendum (République tchèque) ; Investigative Reporting Denmark (Danemark) ; Yle (Finlande) ; France Télévisions (France) ; MIT Technology Review Germany, NDR, WDR et Süddeutsche Zeitung (Allemagne) ; Reporters United (Grèce) ; L'Espresso, Radar Magazine, Facta.eu et La Via libera (Italie) ; Investico, De Groene Amsterdammer et Het Financieele Dagblad (Pays-Bas) ; Klassekampen

(Norvège) ; Ostro (Slovénie) ; DATADISTA/elDiario.es (Espagne) ; Sveriges Radio et Dagens ETC (Suède) ; SRF (Suisse) ; The Black Sea (Turquie) ; Watershed Investigations/The Guardian (Royaume-Uni), avec un partenariat éditorial avec Arena for Journalism in Europe, et en collaboration avec Corporate Europe Observatory, une organisation sentinelle de l'activité des lobbys à Bruxelles.

L'enquête s'appuie sur plus de 14 000 documents inédits sur les « polluants éternels », issus notamment de 184 demandes d'accès à l'information, dont 66 effectuées et partagées par Corporate Europe Observatory.

L'enquête a été accompagnée par un groupe d'experts de dix-huit chercheurs et juristes internationaux, prolongeant l'expérience pionnière d'expert-reviewed journalism (« journalisme revu par les experts ») du Forever Pollution Project, notre première enquête sur les PFAS publiée en 2023.

Le projet a reçu le soutien financier du Pulitzer Center, de la Broad Reach Foundation, de Journalismfund Europe et d'IJ4EU.

Il existe un site consacré au projet : foreverpollution.eu.

« *Dessein inavoué* »

Parmi les références scientifiques qui appuient leurs argumentaires figure donc cet article de 2022. Cité pas moins de 85 fois dans les documents collectés au cours de notre enquête, on le voit, par exemple, mentionné dans les documents de l'organisation de lobbying Plastics Europe ou dans une présentation confectionnée par celle-ci et France Chimie pour un rendez-vous au ministère de l'économie français début 2023.

« La majorité des experts ont convenu que “tous les PFAS” ne devraient pas être groupés », affirme d'emblée l'article. Une conclusion bien commode pour les industriels, qui peuvent s'en servir dans leur lobbying contre l'approche « groupée » du projet d'interdiction. Avant d'arriver à leur opinion finale, les scientifiques du panel ont été soumis à plusieurs séries de questions et de commentaires « en aveugle », c'est-à-dire sans être informés de l'identité des autres membres du groupe. Une méthodologie présentée comme un gage d'objectivité et de qualité de l'expertise.

Mais une autre information cruciale ne leur a pas été communiquée avant la fin de l'exercice : l'identité du sponsor de l'étude. Soit l'American Chemistry Council (ACC), la puissante organisation de lobbying de l'industrie chimique aux Etats-Unis. Le lecteur n'en est, pour sa part, informé qu'à la toute fin de l'article. Là où est également enterrée l'indication que certains experts « désapprouvent les opinions majoritaires exprimées dans certaines sections de l'article ».

Ian Cousins était l'un d'entre eux. « J'ai été choqué de lire que la source de financement était ACC », raconte-t-il au Monde, « contrarié d'avoir été piégé ». Chimiste de l'environnement à l'université de Stockholm, Ian Cousins est un éminent spécialiste des PFAS. Mais c'est quand il découvre l'identité de certains autres panélistes, consultants pour les industriels des PFAS, que le « dessein inavoué » de l'initiative lui apparaît clairement. « A ce stade, je me suis efforcé de faire en sorte que le document soit aussi équilibré que possible. J'ai inséré des

textes précisant que les conclusions n'étaient pas toujours le fruit d'un consensus entre les auteurs », ajoute-t-il.

« Fabriquer de l'incertitude »

La brève mention d'opinions minoritaires n'existerait pas sans son intervention et celle de Jamie DeWitt. Cette toxicologue américaine, spécialiste des PFAS et directrice du Centre des sciences de la santé environnementale à l'université d'Etat de l'Oregon, se dit, quant à elle, « contrariée » que l'article serve à des fins de lobbying et que « de nombreux points soient ignorés, sortis de leur contexte ou dénaturés ».

Afin de mettre en place le panel, ACC a fait appel à un intermédiaire, un cabinet appelé SciPinion. Principal service proposé : la « certification d'opinion scientifique » grâce à sa méthode d'« évaluation par les pairs certifiée SciPi™ ». Or, la moitié des 12 signataires de l'article travaillent comme consultants pour l'industrie. Certains ont même eu pour clients ACC et son unité de défense des PFAS, le FluoroCouncil, à l'instar de l'autrice principale de l'article, Janet Anderson, en 2019 et en 2021. Sollicitée par courriel, elle n'a pas répondu.

Le fondateur et codirigeant de SciPinion, Sean Hays, a exposé au Monde les critères de sélection des experts pour constituer leurs panels : « Nous excluons les candidats ayant un conflit d'intérêts direct (employé par le sponsor ou un compétiteur du même secteur) » au cours des cinq dernières années. En revanche, les missions de consultants ne sont, elles, pas jugées problématiques « pour les personnes par ailleurs hautement qualifiées ».

Si ces consultants ne sont pas tous « des scientifiques mercenaires » qui font « le sale boulot » pour l'industrie, « le panel en inclut un nombre suffisant pour leur assurer un vote majoritaire et faire en sorte que l'incertitude et le désaccord prévalent toujours », analyse David Michaels, professeur à l'école de santé publique du Milken Institute de l'université George-Washington, à Washington. Pour ce fin connaisseur des stratégies de « défense de produits » de l'industrie, ces études qui « se présentent comme des évaluations indépendantes par des pairs constituent une tactique nouvelle et dangereuse, qui vise à fabriquer de l'incertitude scientifique ».

« Défense de produits »

Pour leur participation au panel, confirme Sean Hays, chaque expert a perçu une rémunération de 4 000 dollars (3 546 euros au moment du paiement, en novembre 2021) – une somme relativement modeste pour le milieu. Sauf Janet Anderson, rémunérée davantage pour son travail de « cheffe de file », mais pour un montant « confidentiel ». « Votre ligne de questionnement semble se focaliser avec myopie sur le financement, proteste Sean Hays. Ce type de biais induit en erreur les lecteurs de vos publications et érode la confiance dans la science. » D'après nos estimations, la facture de l'opération pour ACC s'élèverait à au moins 100 000 dollars.

En plus de cette affaire au modèle économique unique, Sean Hays et son codirigeant, Christopher Kirman, eux-mêmes toxicologues, possèdent un cabinet de « défense de produits », Summit Toxicology, dont ACC est un client remarquable. Leur associée, une consultante en toxicologie, occupait alors également le poste de rédactrice en chef adjointe de Regulatory Toxicology and Pharmacology, la revue qui a publié l'article sur les PFAS. Jusqu'à sa reprise en main, en 2019, par une nouvelle équipe éditoriale, la revue était un

organe de sciencewashing (« blanchiment scientifique ») pour les industriels de la chimie, de l'agrochimie ou de l'agroalimentaire ou encore... du tabac.

Un secteur dont Christopher Kirman semble éviter la mention jusque dans son CV, qu'il a communiqué au Monde. Or, plusieurs documents archivés dans la base des « Tobacco Papers » de l'université de Californie, à San Francisco, montrent que M. Kirman a réalisé des travaux pour Philip Morris dans les années 2000. Mais la proximité avec le cigarettier est aussi contemporaine. Publié en 2019, le texte que SciPinion présente comme la pierre angulaire de son approche méthodologique, intitulé « Evaluation scientifique par les pairs au XXI^e siècle : déterminer le consensus scientifique pour la décision publique en gérant les conflits d'intérêts, les biais des experts et ceux liés au processus », était sponsorisé par Philip Morris.

Au printemps 2023, SciPinion publie un nouvel article, encore sur les PFAS, encore sur le même principe. Celui-là minimise leur toxicité pour le système immunitaire. Dans le « panel d'experts indépendants » : trois consultants déjà auteurs de l'article de 2022, dont Janet Anderson. « Leurs conclusions ont été achetées », fulmine Philippe Grandjean, professeur émérite à l'université du Danemark du Sud et auteur des études qui, les premières, ont documenté ces effets inquiétants sur les enfants. Le chercheur en médecine environnementale de réputation internationale ne laisse pas de place au doute : « Nous sommes en présence non seulement d'une contamination de l'environnement et de l'homme par les PFAS, mais aussi d'une contamination de la science. »

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)